

**EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN****REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST****MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE**

[C — 27043]

F. 93 — 470

**10 DECEMBRE 1992. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon  
relatif à la vidange des fosses septiques et des systèmes d'épuration analogues  
ainsi qu'à l'épandage de leurs gadoues**

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 39;

Vu le décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques, notamment l'article 15;

Vu l'avis de la Commission consultative de la protection des eaux de surface contre la pollution, donné le 21 mai 1992;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> « Ministre » : le Ministre de la Région wallonne qui a l'Eau dans ses attributions;2<sup>o</sup> « Administration » : la Division de l'Eau de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne.

Art. 2. La vidange de fosses septiques ou de systèmes d'épuration analogues ne peut être effectuée que par des vidangeurs agréés.

Le Ministre peut accorder l'agrément à tous les vidangeurs qui en font la demande.

L'agrément est accordé pour une période de huit ans maximum. A l'expiration de cette période, le vidangeur doit solliciter un nouvel agrément.

Art. 3. La demande d'agrément doit être introduite par lettre recommandée auprès de l'Administration.

Elle contient sous peine d'irrecevabilité :

1<sup>o</sup> l'identité et le statut juridique du demandeur;2<sup>o</sup> son domicile ou l'adresse du siège social;3<sup>o</sup> le numéro d'immatriculation à la T.V.A.;4<sup>o</sup> le numéro d'immatriculation au registre de commerce;5<sup>o</sup> une photocopie du certificat d'immatriculation de chaque véhicule;6<sup>o</sup> une photocopie, pour chaque véhicule, du certificat de visite délivré par l'organisme d'inspection automobile;7<sup>o</sup> l'adresse du lieu de garage habituel de chaque véhicule;8<sup>o</sup> une note reprenant, pour chaque véhicule utilisé, les caractéristiques techniques de la cuve et des accessoires définis à l'article 4.

Art. 4. Tout véhicule utilisé par un vidangeur agréé doit être muni d'une cuve étanche et équipée :

1<sup>o</sup> d'une ouverture permettant un nettoyage aisé;2<sup>o</sup> d'une jauge de volume;3<sup>o</sup> d'une pompe à vide ou d'une pompe volumétrique;4<sup>o</sup> d'une vanne permettant l'aspiration et le refoulement;5<sup>o</sup> d'une soupape casse-vide;6<sup>o</sup> d'une soupape de surpression.

Art. 5. Le Ministre statue sur la demande d'agrément dont il est saisi et notifie sa décision au demandeur par lettre recommandée, au plus tard trois mois après la date de réception de la demande par l'Administration qui en accuse réception.

Toute demande d'information complémentaire de l'Administration suspend ce délai pendant la période comprise entre la date d'envoi de ladite demande et la date de réception de la réponse.

Art. 6. Toute modification affectant un des éléments de la demande définie à l'article 3, second alinéa, doit être immédiatement signalée à l'Administration par le vidangeur agréé.

Art. 7. Toute cuve utilisée lors de la vidange d'une fosse septique ou de systèmes d'épuration analogues ne peut contenir de substances autres que des gadoues.

Dans les cas où la cuve utilisée a préalablement servi au transport de substances autres que les gadoues, elle doit être soigneusement nettoyée et rincée avant d'être utilisée pour la vidange de fosses septiques ou de systèmes d'épuration analogues.

Art. 8. Le vidangeur agréé élimine les gadoues par un des trois moyens suivants :

1<sup>o</sup> en les remettant à une station d'épuration pour autant qu'elle soit techniquement en mesure de les recevoir;2<sup>o</sup> en les remettant à un agriculteur, aux fins d'épandage;3<sup>o</sup> en les transférant à l'extérieur de la Région, à condition d'informer l'Administration de la destination des gadoues comme indiqué à l'article 11.

Art. 9. Le vidangeur ne peut remettre les gadoues à un agriculteur aux fins d'épandage, que si cet agriculteur possède un potentiel fertilisant, sous forme de déjections animales, inférieur ou égal à dix unités de gros bétail.

Les épandages de gadoues ne sont autorisés que pour couvrir les besoins physiologiques de l'espèce végétale concernée et à condition qu'en aucun cas l'apport azoté annuel total ne dépasse 400 kilos par hectare.

L'agriculteur ne peut épandre ces gadoues que sur une superficie limitée au tiers de la superficie labourable de son exploitation. Sur cette superficie il est autorisé à épandre annuellement un volume maximal de vingt mille litres de gadoue par hectare.

L'épandage des gadoues est interdit sur culture légumineuse.

En aucun cas la capacité d'absorption du sol ne peut être dépassée.

Cette capacité est réputée dépassée s'il y a une stagnation de plus de 24 heures des gadoues ou s'il se produit un ruissellement en dehors de la zone d'épandage.

Lorsque la pente moyenne est supérieure à 6 %, l'épandage de gadoues est interdit sur sol non couvert de végétation sauf si les gadoues sont incorporées au sol le jour même de son application.

L'épandage des gadoues est interdit à moins de 10 mètres des crêtes de berges d'un cours d'eau ou d'un fossé.

Du 1er novembre au 1er mars, l'épandage de gadoues est interdit sur les sols non couverts de végétation ou de résidus végétaux, sauf si les gadoues sont incorporées au sol le jour même de leur application.

L'épandage de gadoues est interdit sur sol gelé en permanence depuis plus de 24 heures.

**Art. 10.** Un document de transport, dont le modèle est déterminé à l'annexe du présent arrêté, est établi par véhicule et en triple exemplaire.

Il est détenu à bord du véhicule et complété après chaque opération de vidange.

A la fin de chaque trimestre, le vidangeur agréé transmet à l'Administration un exemplaire des documents de transport établis au cours du trimestre écoulé.

**Art. 11.** Le nom et l'adresse du vidangeur doivent figurer sur les véhicules.

**Art. 12.** L'agrément peut être suspendu si le vidangeur ne se conforme pas à l'une des dispositions du présent arrêté. En cas de récidive, l'agrément est retiré.

Toute décision portant suspension ou retrait d'agrément est notifiée au vidangeur par lettre recommandée.

**Art. 13.** L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 novembre 1990 fixant les règles d'agrément des vidangeurs de fosses septiques est abrogé.

**Art. 14.** Tout agrément accordé sur la base de l'arrêté cité du 22 novembre 1990 continue à produire ses effets. Toutefois, leurs titulaires doivent se conformer aux dispositions des articles 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 du présent arrêté.

**Art. 15.** le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 16.** Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 décembre 1992.

Le Président de l'Exécutif,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,  
G. SPITAELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

#### Annexe

**Document de transport imposé par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 décembre 1992  
relatif à la vidange des fosses septiques et de systèmes d'épuration analogues  
ainsi qu'à l'épandage de leurs gadoues**

#### CADRE 1 — IDENTIFICATION DU VIDANGEUR

Nom :

Adresse :

#### CADRE 2 — VEHICULE UTILISE

Marque:

N° d'immatriculation :

#### CADRE 3 — VIDANGES DES FOSSES SEPTIQUES ET DE SYSTEMES D'EPURATION ANALOGUES

Nom du client :

Adresse :

Date :

Volume : ..... m<sup>3</sup>

Nom du client :	.....
Adresse :	.....
Date :	.....
Volume :	..... m <sup>3</sup>
Nom du client :	.....
Adresse :	.....
Date :	.....
Volume :	..... m <sup>3</sup>

## CADRE 4 — VIDANGE DE LA CUVE

N° d'ordre de l'opération réalisée au moyen de véhicule concerné par rapport à la première opération du trimestre en cours :	.....
Mode d'élimination des gadoues (biffer la mention inutile) :	.....
— remise à une station d'épuration	.....
— remise à un agriculteur.	.....
Adresse du lieu de déversement et de l'exploitant	.....
Date :	.....

Je soussigné(e) ..... , déclare que le présent document est exact et sincère.

Fait à ..... , le .....

Signature : .....

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 décembre 1992 fixant les règles d'agrément des vidangeurs de fosses septiques et de systèmes d'épuration analogues.

Namur, le 10 décembre 1992.

Le Président de l'Exécutif,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,  
G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 93 — 470

[C — 27043]

**10. DEZEMBER 1992. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive  
über die Entleerung von Faulgruben und von ähnlichen Klärungssystemen  
sowie über das Ausbreiten von ihren Fäkalien**

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, insbesondere des Artikels 39;

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern, insbesondere des Artikels 15;

Aufgrund des Gutachtens des Beratenden Ausschusses für den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung vom 21. Mai 1992;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätzung und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1° « Minister » : den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört;

2° « Verwaltung » : die Abteilung Wasser der Generaldirektion der Naturschätzung und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region.

**Art. 2.** Die Entleerung von Faulgruben und von ähnlichen Klärungssystemen darf nur von zugelassenen Grubenentleerern vorgenommen werden.

Der Minister kann allen Grubenentleerern, die sie beantragen, die Zulassung erteilen.

Die Zulassung wird für einen Zeitraum von höchstens acht Jahren erteilt. Nach Ablauf dieses Zeitraums muß der Grubenentleerer eine neue Zulassung beantragen.

**Art. 3.** Der Zulassungsantrag muß per Einschreiben bei der Verwaltung eingereicht werden.

Um zulässig zu sein, muß der Antrag folgendes enthalten :

1° die Identität und die Rechtsstellung des Antragstellers;

2° den Wohnsitz des Antragstellers bzw. die Anschrift des Gesellschaftssitzes;

3° die Eintragungsnummer beim Mehrwertsteueramt;

4° die Handelsregisternummer;

5° eine Fotokopie des Zulassungsscheins jedes Fahrzeugs;

6° eine Fotokopie für jedes Fahrzeug der von einem Automobilkontrollorgan aufgestellten Prüfungsbescheinigung;

7° die Anschrift des Ortes, wo jedes Fahrzeug gewöhnlich untergestellt wird;

8° ein Schreiben, auf dem für jedes Fahrzeug die in Artikel 4 bestimmten technischen Eigenschaften des Fasses und des Zubehörs angegeben sind.

**Art. 4.** Jedes Fahrzeug, das von einem zugelassenen Grubenentleerer benutzt wird, muß mit einem dichten Faß ausgestattet sein, das ausgerüstet ist mit :

1° einer Öffnung, durch die die Reinigung leicht erfolgen kann;

2° einem Inhaltsanzeiger;

3° einer Vakuum- und einer Verdrängerpumpe;

4° einem Vierwegeschieber für das Ansaugen oder Entleeren;

5° einem Vakuumbrecher;

6° einem Überdruckventil.

**Art. 5.** Der Minister befindet über den Zulassungsantrag, der ihm vorgelegt wird, und stellt dem Grubenentleerer seinen Beschuß spätestens drei Monate nach dem Tag, an dem der Antrag bei der Verwaltung, die den Empfang davon bestätigt, eingegangen ist, per Einschreiben zu.

Jede Anfrage der Verwaltung von zusätzlichen Auskünften setzt die Frist während des Zeitraums zwischen dem Versanddatum der besagten Anfrage und dem Empfangsdatum der Antwort aus.

**Art. 6.** Der zugelassene Grubenentleerer muß der Verwaltung unverzüglich jegliche Änderung eines der Punkte des in Artikel 3 Absatz 2 bestimmten Antrags melden.

**Art. 7.** Jedes bei der Entleerung von Faulgruben oder von ähnlichen Klärungssystemen benutzte Faß darf keine andere Substanz als die Fäkalien behalten.

Wenn das benutzte Faß vorher zum Transport von anderen Substanzen als Fäkalien bedient hat, muß es sorgfältig gereinigt und gespült werden, bevor es zu der Entleerung von Faulgruben oder ähnlichen Klärungssystemen bedienen kann.

**Art. 8.** Der zugelassene Grubenentleerer beseitigt die Fäkalien durch ein der drei folgenden Mittel :

1° diese an eine Kläranlage angeben, vorausgesetzt, daß sie technisch imstande ist, diese aufzunehmen;

2° diese an einen Landwirt zur Düngung angeben;

3° diese außerhalb der Region übertragen, unter der Bedingung, daß die Verwaltung, wie in Artikel 11 hingewiesen, von der Bestimmung der Fäkalien informiert wird.

**Art. 9.** Der zugelassene Grubenentleerer darf die Fäkalien einem Landwirt zur Düngung übergeben, nur wenn dieser Landwirt ein Düngepotential in Form von tierischen Ausscheidungen von höchstens zehn Großvieheinheiten hat.

Das Ausbreiten von Fäkalien ist nur erlaubt, um die physiologischen Bedürfnisse der betroffenen Pflanzenart zu decken und unter der Bedingung, daß im keinen Fall das gesamte jährliche Stickstoffeinbringen 400 Kg pro Hektar überschreitet.

Der Landwirt darf diese Fäkalien nur auf einer Fläche ausbreiten, die auf ein Drittel der Ackerfläche seines Betriebs begrenzt ist. Auf dieser Fläche darf er jährlich maximal zwanzigtausend Liter Fäkalien pro Hektar verteilen.

Das Ausbreiten von Fäkalien ist auf Gemüsezucht verboten. In keinen Fall darf die Aufnahmefähigkeit des Bodens überschritten werden. Diese Aufnahmefähigkeit ist als überschritten angesehen, wenn es ein Stehen von Fäkalien von mehr als 24 Stunden oder einen Abfluß außerhalb des Gebiets des Ausbreitens gibt.

Wenn das Boden ein Gefüle von mehr als 6 % hat, ist das Ausbreiten von Fäkalien auf ein Boden, das mit Vegetation nicht bedeckt ist, verboten, außer wenn die Fäkalien noch am Tage des Ausbreitens dem Boden beigemischt werden.

Das Ausbreiten von Fäkalien ist auf weniger als 10 M der Kämme des Ufers eines Wasserlaufes oder eines Grabens verboten.

Vom 1. November bis zum 1. März ist das Ausbreiten von Fäkalien auf ein Boden, das mit Vegetation oder Planzenabfällen nicht bedeckt ist, verboten, außer wenn die Fäkalien noch am Tage des Ausbreitens dem Boden beigemischt werden.

Das Ausbreiten von Fäkalien ist auf seit mehr als 24 Stunden ständig gefrorenes Boden verboten.

Art. 10. Ein Beförderungspapier, dessen Muster in der Anlage des vorliegenden Erlasses bestimmt ist, wird für jedes Fahrzeug in dreifacher Ausfertigung ausgestellt.

Es wird im Fahrzeug aufbewahrt und nach jeder Entleerung ergänzt.

Am Ende eines jeden Quartals übermittelt der zugelassene Grubenentleerer der Verwaltung ein Exemplar des während des abgelaufenen Quartals ausgestellten Beförderungspapiers.

Art. 11. Der Name und die Anschrift des Grubenentleerers müssen auf den Fahrzeugen erscheinen.

Art. 12. Die Zulassung kann zeitweilig aufgehoben werden, wenn der Grubenentleerer sich an eine der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses nicht hält. Im Wiederholungsfalle wird die Zulassung zurückgezogen.

Jeder Beschuß zur zeitweiligen Aufhebung oder zur Zurückziehung einer Zulassung wird dem Grubenentleerer per Einschreiben zugestellt.

Art. 13. Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. November 1990 zur Festlegung der Regeln in bezug auf die Zulassung von Faulgrubenentleerern wird aufgehoben.

Art. 14. Jede aufgrund des oben erwähnten Erlasses vom 22. November 1990 gewährte Zulassung bleibt in Kraft. Ihre Inhaber müssen sich jedoch an die Bestimmungen der Artikel 6 7 8 9 10 11 und 12 des vorliegenden Erlasses halten.

Art. 15. Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 16. Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. Dezember 1992.

Der Vorsitzende der Exekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, und den Auswärtigen Beziehungen,  
G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätzung und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

#### Anlage

**Beförderungspapier, das durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. Dezember 1992  
über die Entleerung von Faulgruben und ähnlichen Klärungssystemen  
und über das Ausbreiten von ihren Fäkalien aufgezwungen ist**

#### FELD 1 — IDENTIFIKATION DES GRUBENENTLEERERS

Name :	.....
Anschrift :	..... ..... .....

#### FELD 2 — BENUTZTES FAHRZEUG

Marke:	.....
Zulassungsnummer:	.....

## FELD 3 — ENTLEERUNG VON FAULGRUBEN UND ÄHNLICHEN KLÄRUNGSYSTEMEN

Kundenname:	.....
Anschrift :	.....
Datum :	.....
Volumen :	..... m <sup>3</sup>
Kundenname:	.....
Anschrift :	.....
Datum :	.....
Volumen :	..... m <sup>3</sup>
Kundenname:	.....
Anschrift :	.....
Datum :	.....
Volumen :	..... m <sup>3</sup>

## FELD 4 — ENTLEERUNG DES FASSES

Laufende Nummer der mit dem Fahrzeug durchgeföhrten Entleerung, ausgehend von der ersten Entleerung des laufenden Quartals :	.....
Beseitigungsart der Fäkalien (Nichtzutreffendes bitte streichen) :	.....
— einer Käranlage gegeben	.....
— einem Landwirt gegeben.	.....
Anschrift des Entleerungsortes und des Betreibers :	.....
.....	.....
Datum :	.....

Ich, ..... , erkläre hiermit, daß das vorliegende Papier wahr und richtig ist.

Angegeben in ..... , am .....

Unterschrift : .....

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. Dezember 1992 über die Entleerung von Faulgruben und von ähnlichen Klärungssystemen sowie über das Ausbreiten von ihren Fäkalien beigefügt zu werden.

Namur, den 10. Dezember 1992.

Der Vorsitzende der Exekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, und den Auswärtigen Beziehungen,  
G. SPITAELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 93 — 470

[C — 27043]

**10 DECEMBER 1992. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve  
betreffende de ruiming van septische putten en van gelijksoortige zuiveringssystemen  
alsmede de verspreiding van hun slijk**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 op de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging, inzonderheid op artikel 39;

Gelet op het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op het advies van 21 mei 1992 van de Adviescommissie voor de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° « Minister » : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden Water behoort;

2° « Bestuur » : de « Division de l'Eau » (Afdeling Water) van de « Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » (Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu) van het Ministerie van het Waalse Gewest.

**Art. 2.** De ruiming van septische putten of van gelijksoortige zuiveringssystemen mag enkel door erkende ruimingsdiensten verricht worden.

De Minister kan de erkenning toekennen aan elke ruimingsdienst die om deze erkenning verzoekt.

De erkenning wordt verleend voor een periode van maximum acht jaar. Na het verstrijken van die periode moet de ruimingsdienst een nieuwe aanvraag tot erkenning indienen.

**Art. 3.** De aanvraag tot erkenning dient bij aangetekende brief bij het Bestuur te worden ingediend.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid moet de aanvraag de volgende inlichtingen bevatten :

1° de identiteit en de rechtstoestand van de aanvrager;

2° zijn woonplaats of het adres van de maatschappelijke zetel;

3° het inschrijvingsnummer in het BTW-register;

4° het inschrijvingsnummer in het handelsregister;

5° een fotocopie van de immatriculatiekaart van elk voertuig;

6° voor elk voertuig, een fotocopie van het door het centrum voor technische automobielinspectie afgegeven attest;

7° het adres van de gebruikelijke garage van elk voertuig;

8° een nota die voor elk gebruikt voertuig de technische kenmerken van de tank en van de in artikel 4 bepaalde accessoires vermeldt.

**Art. 4.** Elk door een erkende ruimingsdienst gebruikt voertuig moet uitgerust zijn met een hermetische tank voorzien van :

1° een opening die een vlotte reiniging mogelijk maakt;

2° een volumemeter;

3° een vacuümpomp of een volumetrische pomp;

4° een afsluiter die de zuiging en de wegpersing toelaat;

5° een vacuümbrekkersklep;

6° een overdrukklep.

**Art. 5.** De Minister beslist over de bij hem ingediende erkenningsaanvraag en betekent zijn beslissing bij aangetekende brief aan de ruimingsdienst uiterlijk drie maanden nadat het Bestuur de aanvraag heeft ontvangen. Het Bestuur bevestigt de ontvangst van de aanvraag.

Elke bijkomende inlichtingsaanvraag van het Bestuur schort deze termijn op gedurende de periode begrepen tussen de verzendingsdatum van de aanvraag en de ontvangstdatum van het antwoord.

**Art. 6.** Elke wijziging van één van de elementen van de in artikel 3, tweede lid, bepaalde aanvraag moet onmiddellijk door de ruimingsdienst aan het Bestuur medegedeeld worden.

**Art. 7.** Elk tank gebruikt bij de ruiming van een septische tank of een gelijksoortig zuiveringssysteem mag geen andere stoffen dan slijk bevatten.

Wanneer de gebruikte tank reeds voor het vervoer van andere stoffen dan slijk werd gebruikt, moet hij zorgvuldig gereinigd en uitgespoeld worden alvorens voor de ruiming van septische putten of van gelijksoortige zuiveringssystemen te worden gebruikt.

**Art. 8.** De erkende ruimingsdienst verwijderd het slijk met één van de volgende procedés :

1° door afgifte van het slijk aan een zuiveringsstation voor zover het technisch in staat is het slijk te ontvangen;

2° door afgifte van het slijk aan een landbouwer met het hoog op de verspreiding ervan;

3° door overbrenging van het slijk naar een ander gebied dan het Waalse Gewest, voor zover het Bestuur zoals vermeld in artikel 11 op de hoogte van de bestemming van het slijk wordt gebracht.

**Art. 9.** De ruimingsdienst mag het slijk enkel aan een landbouwer afgeven indien deze een bemestend potentieel onder de vorm van dierlijke uitwerpselen bezit dat kleiner is dan of gelijk aan tien eenheden van groot vee.

De slikverspreidingen zijn slechts toegelaten om in de fysiologische behoeften van de betrokken plantsoort te voorzien en voor zover de jaarlijks totale stikstofhoudende inbreng nooit 400 kg/ha overschrijdt.

De landbouwer mag het slijk enkel op één derde van de ploegbare oppervlakte van zijn bedrijf verspreiden. Op die oppervlakte mag hij jaarlijks maximum twintigduizend liter slijk per hectare verspreiden.

Slijkverspreiding is op groenteteelt verboden. Het absorptievermogen van de grond mag nooit overschreden worden.

Dat vermogen wordt als overschreden geacht te zijn wanneer het slijk meer dan 24 uur stagneert of wanneer een sijpeeling buiten de verspreidingszone voorkomt.

Wanneer de gemiddelde helling steiler is dan 8 % is slijkverspreiding verboden op een grond die niet met vegetatie bedekt is, behalve indien het slijk op de dag van de verspreiding met de grond wordt vermengd.

Slijkverspreiding is verboden op minder dan 10 meter van de oeverkruin van een waterloop of van een sloot.

Met ingang van 1 november tot en met 1 maart is slijkverspreiding verboden op gronden die niet met vegetatie of plantresten bedekt zijn, behalve indien het slijk op de dag van de verspreiding met de grond wordt vermengd.

Slijkverspreiding is verboden op een sedert meer dan 24 uur permanent bevroren bodem.

**Art. 10.** Een vervoersdocument waarvan het model in de bijlage van dit besluit is bepaald, wordt voor elk voertuig in drievoud opgemaakt.

Het vervoersdocument wordt aan boord van het voertuig bewaard en na elke ruiming ingevuld.

Aan het einde van elk kwartaal stuurt de erkende ruimingsdienst een exemplaar van de tijdens het vorige kwartaal opgemaakte vervoersdocumenten naar het Bestuur.

**Art. 11.** De naam en het adres van de ruimingsdienst dienen op de voertuigen te worden vermeld.

**Art. 12.** De erkenning kan opgeschort worden indien de ruimingsdienst één van de bepalingen van dit besluit niet in acht neemt. In geval van recidive wordt de erkenning ingetrokken.

Elke beslissing houdende opschoring of intrekking van de erkenning wordt bij aangetekende brief aan de ruimingsdienst betekend.

**Art. 13.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 november 1990 betreffende de regels inzake erkenning van beerputruimers is opgeheven.

**Art. 14.** Elke op basis van voornoemd besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 november 1990 verleende erkenning blijft uitwerking hebben. De houders ervan moeten echter de bepalingen van de artikelen 6, 7, 8, 9, 10, 11 en 12 van dit besluit in acht nemen.

**Art. 15.** Dit besluit treedt in werking de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 16.** De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 december 1992.

De Voorzitter van de Executieve,  
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw.  
G. LUTGEN

#### Bijlage

**Vervoerdocument opgelegd door het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 december 1992  
betreffende de ruiming van septische putten en van gelijksoortige zuiveringssystemen  
alsmede de verspreiding van hun slijk**

#### VAK 1 — IDENTIFICATIE VAN DE RUIMINGSDIENST

Naam :

.....

Adres :

.....

#### VAK 2 — GEBRUIKT VOERTUIG

Merk:

.....

Nummerplaat :

.....

## VAK 3 — RUIMINGEN VAN SEPTISCHE PUTTEN EN VAN GELIJKSOORTIGE ZUIVERINGSSYSTEMEN

Naam van de klant :	.....
Adres :	.....
Datum :	.....
Hoeveelheid :	..... m <sup>3</sup>
Naam van de klant :	.....
Adres :	.....
Datum :	.....
Hoeveelheid :	..... m <sup>3</sup>
Naam van de klant :	.....
Adres :	.....
Datum :	.....
Hoeveelheid :	..... m <sup>3</sup>

## VAK 4 — RUIMING VAN DE TANK

Ordernr. van de operatie verricht door middel van het betrokken voertuig in verhouding tot de eerste operatie van het lopende kwartaal :	.....
Verwijderingsprocédé van het slijk (schrappen wat niet van toepassing is) :	.....
— afgifte aan een zuiveringsstation	.....
— afgifte aan een landbouwer.	.....
Adres van de lozingsplaats en van de exploitant :	.....
Datum :	.....

Ik ondergetekende ..... verklaar dat dit document waar en orecht is..  
 Opgemaakt te ..... op .....  
 Handtekening : .....

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 december 1992 betreffende de ruiming van septische putten en van gelijksortige zuiveringssystemen alsmede de verspreiding van hun slijk.

De Voorzitter van de Executieve,  
 belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,  
 G. SPITAELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
 G. LUTGEN